

UN VERSANT DE LA GUERRE D'ALGÉRIE : LA BATAILLE DES FRONTIÈRES (1956-1962)

La guerre d'Algérie qui fut pour le F.L.N. une guerre politique et pour son armée l'A.L.N. une guérilla révolutionnaire, eut aussi des aspects de guerre classique sur les frontières Est et Ouest de l'Algérie. L'armée française dut y construire des barrages fortifiés, engager au moins une bataille contre des troupes algériennes qui avaient franchi la frontière algéro-tunisienne. Elle dut aussi livrer avec continuité des petits combats pour empêcher l'entrée en Algérie par voie de terre de soldats entraînés mais aussi d'armes et de munitions destinées à l'A.L.N. intérieure. Cette bataille des frontières aux aspects multiples, souvent passée sous silence ou trop minimisée, mérite pourtant une étude détaillée rendue, il est vrai, difficile par l'abondance et la dispersion des informations¹. On en présentera ici une brève synthèse.

Les « barrages frontières »

A partir de l'indépendance de la Tunisie et de l'organisation de dépôts militaires algériens près de la frontière, le Comité de coordination et du F.L.N. se préoccupa de faire passer des armes à ses combattants de l'intérieur. Le haut commandement français s'aperçut dès l'automne 1956 que des armes anglaises livrées par le gouvernement égyptien tendaient à remplacer les armes de récupération qui équipaient les maquis algériens.

L'A.L.N. dont les effectifs augmentaient considérablement, de 30 000 combattants et partisans en janvier 1957 à 46 000 en avril 1958, avait de plus en plus besoin d'armes et de munitions². Les services de renseignements français évaluaient au cours des trois premiers trimestres de 1957 à plus de 1 000 par mois le nombre des armes entrées en Algérie ce qui était pourtant insuffisant pour l'A.L.N. qui perdait mensuellement pendant la même période

1. Le S. H. A. T. est particulièrement riche en archives sur le sujet. Ainsi sur le barrage Est, ci. les cartons 1H3754 à 1H3794, sur le barrage Ouest, cf. les cartons 4090 à 4095. Les notations sur les activités et les opérations pullulent dans les quelque 40 cartons que j'ai consultés ainsi que dans les Bulletins de renseignement et Mémentos du 2e Bureau de l'État-major interarmées.

2. En octobre 1956, les entrées clandestines d'armes étaient de l'ordre de 400, dans les mois qui suivirent elles passèrent à 600, puis 700, pour atteindre 1 000 en mai 1957 (200 à 300 passaient par la frontière marocaine, 600 à 1 000 par la frontière tunisienne).

Revue d'histoire moderne et contemporaine, 46-2, avril-juin 1999.

LA BATAILLE DES FRONTIÈRES, ALGÉRIE, 1956-1962 349

environ 500 armes de guerre. Plus encore que des armes, les wilayas en 1957 des munitions et des explosifs : le manque de munitions avait, disaient-elles, « une répercussion sensible sur leurs activités ».

Pour répondre à leurs appels, l'A.L.N. de l'extérieur avait constitué des unités spécialisées chargées d'acheminer des convois d'armes et de munitions à travers les frontières. Il s'agissait

de caravanes de chameaux dans le Sud, plus souvent de convois de mulets et d'ânes. Mais les armes étaient souvent aussi portées à dos d'hommes, notamment par le bataillon spécialisé de la wilaya de Souk-Ahras.

Les unités d'acheminement lourdement chargées et les convois muletiers subissaient des pertes importantes. Le commandement algérien décida donc, au début du deuxième semestre 1957, de faire venir d'Algérie en Tunisie des convois de recrues. Armés et équipés en Tunisie les soldats regagnaient ensuite leur région d'origine. La tactique se révéla elle aussi coûteuse en hommes : les colonnes formées d'hommes mal aguerris et à peine protégés étaient très vulnérables. Dans la semaine du 7 au 12 décembre 1957, quatre convois de recrues franchissant la frontière dans le sens Algérie-Tunisie furent détruits à 50 %. Dans la même semaine les convois venus de Tunisie apportèrent certes 216 armes collectives et 150 fusils de guerre, mais c'était trois fois moins que dans certaines semaines de septembre et d'octobre. Les Français avaient réussi à freiner les passages grâce, affirmait la presse, à des « barrages de barbelés ».

En réalité il s'agissait d'entreprises bien plus considérables que la mise en place de réseaux de barbelés. L'État-major avait décidé la construction de barrages frontaliers fort complexes. En principe ils devaient comprendre des réseaux d'obstacles continus divers : nappes de barbelés d'une largeur de 4 mètres, haie centrale de 2 m 40 de hauteur électrifiée à 5 000 volts, chemins de ronde intérieur et extérieur et champs de mines. Ailleurs l'obstacle était discontinu : des chaînes-radars, jumelées ou non à des sections d'artillerie, couvraient des zones interdites permettant de repérer toute intrusion nocturne et d'ouvrir le feu par canons à tir rapide déclenché au vu des images radar. Derrière le barrage, des postes en quinconce abritaient les troupes de surveillance : infanterie et éléments blindés dits de « la herse mobile ». Celle-ci exerçait notamment avec ses projecteurs électriques une surveillance permanente de nuit le long des barrages. De jour et en cas de nécessité elle pouvait alerter des hélicoptères et des avions. La conjugaison de la par guet ou radar et de l'action des batteries d'artillerie, des blindés et des patrouilles de la « herse », faisait de l'ensemble du barrage un obstacle efficace aux franchissements.

Ces barrages furent édifiés presque simultanément à l'Ouest et à l'Est. Le barrage sur la frontière marocaine débuta en novembre 1956 à partir de la mer entre Port-Say et Marnia sous forme de clôture de barbelés non minée, non électrifiée. Il devint en 1957 le barrage des Ksour, puis en 1958-1959 un barrage continu de la mer au Sahara sur 720 km, jalonné de postes de radars- canons, renforcé par une haie électrifiée. En mai 1958 il comprenait un réseau d'obstacles entre Port-Say et Sidi Aïssa sur 150 km, puis sur 250 km une chaîne de huit postes radars entre Sidi Aïssa et Mokta Dalli. Venaient ensuite un nouveau réseau d'obstacles sur 200 km jusqu'à Madras et une chaîne de 5 postes radars sur 100 km jusqu'à Colomb-Béchar. Les obstacles

350 REVUE D'HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE

consistaient en un ou deux réseaux de barbelés minés doublés par une haie électrifiée et une piste de surveillance. En mars 1959, la haie électrifiée à 5 000 volts était doublée et l'ensemble du barrage était miné à raison de trois mines au mètre soit 1 800 000 mines.

Le barrage oriental, dit ligne Morice³, débuta en juillet 1957 et s'étendit sur 460 km entre Bône et Tébessa. Il fut renforcé par des bretelles doublant le tracé initial aux endroits les plus sensibles. A partir de mai 1958, un second barrage, baptisé ensuite ligne Challe, fut édifié à

l'avant du précédent de Bône à Bir el-Atar le long de l'itinéraire le plus proche de la frontière. De Bir el Atar à Négrine il n'y eut qu'un seul réseau de barbelés renforcé par une haie électrifiée, mais en superposition entre Ma el Abiod et Négrine fut constituée une chaîne radars-canons. Le développement linéaire total atteignit environ 1 200 km sur un front de 460 km. Au total des barrages tunisien et marocain, la longueur des lignes fortifiées était officiellement de 2 600 km.

La mission des barrages évolua au cours des années. Ils furent d'abord des signaux d'alerte pour les troupes du réseau, mais jugés inefficaces on parlait d'eux comme de simples « compteurs de passages » : ils pouvaient en effet enregistrer les tentatives de franchissement, voire dissuader certaines d'entre elles, mais on ne leur assignait pas, pendant la période où on les édifiait, le rôle d'obstacle total aux franchissements des frontières ; ceux-ci continuaient tout en se raréfiant dans le dernier trimestre 1957. Cependant, sur le barrage Morice, les tentatives de passage et les franchissements réussis des réseaux étaient deux fois plus nombreux que sur le barrage marocain : on en comptait 200 de septembre 1957 à février 1958 sur le barrage oriental contre 88 sur le barrage occidental.

Après une période de succès relatif liée à l'effet de surprise et aux électrocutions sur les barbelés à haute tension, « le barrage qui tue », selon le slogan de la presse française, révéla des faiblesses d'utilisation durant l'hiver 1957-1958. Il était en particulier impossible de maintenir sans le passage du courant électrique par temps de pluies et dans les fonds d'oueds brusquement grossis. De ce fait, les franchissements reprirent et le général Salan s'exaspérait d'enregistrer, du 8 décembre 1957 au 5 janvier 1958, vingt-quatre franchissements réussis de Tunisie en Algérie. Cela l'entrée de plus de 2 000 hommes, cependant que dans le sens inverse sur 1 500 recrues dirigées sur la Tunisie 200 à 300 seulement étaient mises hors de combat. Sur 1 200 armes expédiées chaque mois de Tunisie, les Français n'en interceptaient chaque mois que 200 à 250⁴. La Tunisie était devenue la véritable base logistique de l'A.L.N., mais en outre la zone frontière était utilisée par celle-ci comme base opérationnelle.

Le commandement français, qui ne disposait que de 8 650 hommes sur le barrage de l'Est au 1^{er} octobre 1957, avait décidé le 21 janvier 1958 d'y envoyer six régiments de blindés chargés de la « herse mobile » et trois, puis cinq régiments de parachutistes pour opérer en « chasse libre ». Il fallait

3. L'idée des barrages aurait été donnée par le général Vanuxem qui la ramenait d'Indochine et la fit accepter par le ministre de la guerre André Morice.

4. Dans les divers secteurs de l'Est constantinois les rapports des responsables français notaient : « les convois d'armes continuent de passer. Ils sont fortement escortés ». « Les rebelles renforcent leur armement. Les armes de chasse sont en majeure partie remplacées par des armes de guerre » (1H4393).

LA BATAILLE DES FRONTIÈRES, ALGÉRIE, 1956-1962 351

absolument intercepter les convois d'armes et les unités qui avaient franchi le barrage grâce à des passeurs équipés de cisailles, crochets, fourches et pinces isolantes. Pour le général Salan, « la mission prioritaire des forces armées d'Algérie était désormais l'imperméabilité de la frontière franco-tunisienne, l'interception des convois et la destruction du personnel tant de transport que d'escorte »⁵. « Il faut absolument que chacun comprenne que la bataille de la

frontière doit être absolument gagnée dans les jours à venir et que cela conditionne toute action en Algérie ».

Alors s'ouvrit une période de combats dans toute cette zone frontière. Les tentatives de franchissement du barrage connurent un pourcentage d'échecs de l'ordre de 60 % qui fut la conclusion la plus importante de ce que les Français appelèrent la « bataille des frontières ».

La bataille des frontières

La bataille de Souk-Ahras

Cette bataille fut déclenchée à l'initiative des Algériens ; ceux-ci tentèrent en effet au début de 1958 une série de passages à gros effectifs, allant de 130-140 hommes jusqu'à 2000. Il y eut des franchissements de frontière faciles : aussi au Sud d'El Ma al Abiod 600 djounoud et 300 recrues environ transitèrent à travers la ligne radar en construction sans être interceptés. En revanche, à l'Est d'Ain Beïda, après des combats qui leur coûtèrent 200 tués et 50 prisonniers, les six katibas engagées au début de février 1958. Plus au Nord, dans la région de Souk-Ahras, deux séries de combats distincts firent 108 et 225 morts parmi les assaillants à la fin de février. Mais la bataille décisive se situa du 28 avril au 3 mai : elle est connue sous le nom de bataille de Souk-Ahras.

Le commandement algérien y engagea le 4efaïlek, un gros bataillon de 900 à 1 000 hommes très bien armés et organisé en trois compagnies, ainsi que trois convois de 80 à 100 hommes. L'ensemble, soit plus de 1 100 se répartit en douze groupes distincts qui tentèrent de franchir le barrage au Nord et au Sud de Souk-Ahras dans une région défendue par trois régiments de parachutistes et cinq bataillons de troupes du secteur. Dans la nuit du 27 au 28 avril à un kilomètre au Nord d'Aïn Seynour, cinq groupes de 80 à 100 hommes franchirent sous tranchées les premiers réseaux. Trois d'entre eux se heurtèrent à l'action conjuguée des troupes du secteur et de la herse mobile et refluèrent en Tunisie. Les deux autres, évalués à 172 hommes, passèrent sans donner l'alerte, mais furent ensuite interceptés et auraient eu une centaine de morts.

Au Sud de Souk-Ahras, plusieurs centaines d'hommes (400 ?) franchirent le barrage dans la nuit du 28 au 29 après cisaillement des barbelés et lente reptation. L'alerte ayant été donnée, toutes les unités françaises disponibles

5. Les instructions particulières n° 1 du 3 janvier, n° 2 du 21 janvier, n° 4 du 9 mars reprennent les mêmes termes.

6. Le nombre total des djounoud ayant franchi les barrages atteignit plus de 1 500 en janvier 1958, plus de 1 000 en mai, et tomba à moins d'une centaine par mois dans le deuxième semestre 1958.

352 REVUE D'HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE

affluèrent et livrèrent de durs combats (257 morts algériens le 30 avril). Dans la nuit du 30 avril au 1er mai quelque 300 djounoud restés à l'Est du barrage le franchirent au même endroit et se jetèrent dans le Djebel El Mouadjène. La plupart y furent encerclés et eurent 75 morts ; les autres, se regroupèrent dans le Djebel Ourès et furent détruits le 3 mai (80 morts).

Au total, les pertes algériennes furent évaluées par les Français à 594 tués et 40 prisonniers, soit un total de 634 hommes sur 1 100 engagés et 800 qui avaient passé le barrage. Quarante-six armes collectives et 412 armes de guerre individuelles furent saisies⁷. L'échec de ces attaques qui auraient dû être simultanées semble pouvoir s'expliquer par leur échelonnement sur plusieurs jours et par le choix limité des points de passage. Concernant les pertes françaises, le général Craplet a calculé qu'elles atteignirent 279 tués et 738 blessés pour la période dite de la bataille de la frontière algéro-tunisienne.

La bataille de la frontière algéro-tunisienne

Les combats de Souk-Ahras, que les auteurs militaires considèrent parfois comme la plus importante bataille de la guerre d'Algérie, ne furent en fait qu'un moment d'un ensemble : celui qui clôt la bataille de la frontière algéro-tunisienne. Pour le commandement français cette bataille a duré quatre mois du 21 janvier au 28 mai 1958 et le bilan en est naturellement plus lourd. Selon le général Craplet, les « pertes rebelles » furent de 3 234 tués, 588 et 84 ralliés ; les pertes en matériel de 2 851 armes dont 235 armes collectives. Selon le colonel Lemire, « près de 4 000 fellaghas ont été tués, 588 ont été faits prisonniers, 84 se sont rendus »⁸. Un autre officier, Philippe Tripier, qui utilise les mêmes sources, précise que 3 877 armes de guerre furent récupérées dont environ quelque 350 armes collectives, mortiers, et fusils mitrailleurs⁹. Pendant la guerre, le colonel de Boissieu, chef d'État-major du général en chef, avait dit devant le Premier ministre que d'octobre 1957 à avril 1958 en sept mois « les rebelles avaient perdu 6 000 combattants tués et prisonniers avec 4 000 armes et plus de 300 et F. M. » ; il ajoutait que « fin avril [?] la bataille du barrage est gagnée : les unités rebelles démoralisées renoncent à tenter son ». Ces bilans officiels ont été trouvés trop faibles par beaucoup de publicistes. Le journaliste Yves Courrière, notamment, a cru devoir affirmer « qu'en quatre mois le F.L.N. avait perdu 12 000 hommes, 3 000 prisonniers, 6 000 fusils de guerre et un bon millier de F. M. et de mitrailleuses »¹⁰. Toutefois la palme de l'exagération revient sans doute au général Jacquin qui écrit dans *La guerre secrète en Algérie* « qu'en quelques semaines de combat

7. Je retiens les chiffres établis le 2 juin dans la synthèse mensuelle par le 3e Bureau de l'E.M.I. (IH3786). La copieuse étude postérieure inédite du général Craplet donne des évaluations plus fortes (IH3783).

8. Henri Lemire, *Histoire militaire de la guerre d'Algérie*, 1982, p. 217-218.

9. Philippe Tripier, *Autopsie de la guerre d'Algérie*, 1972. Ces chiffres vaudraient pour trois mois de février à avril, plus de 50 % furent interceptées sur le barrage Est. Selon le 2e Bureau de l'E.M.I. 3 000 hommes armés ont pénétré en Algérie pendant le 1^{er} trimestre 1958 et avec eux 3 300 armes (IH1689/1).

10. Yves Courrière, *L'heure des colonels*, 1970, p. 244. Le même auteur parle de « l'offensive de 5 à 6 000 hommes auxquels s'ajoutèrent les forces de Souk-Ahras (...) pendant les mois de mars et d'avril ».

LA BATAILLE DES FRONTIÈRES, ALGÉRIE, 1956-1962 353

l'ennemi perd 10 000 tués, 8 000 prisonniers et plus de 10 000 armes de guerre » n.

En bonne méthode on aimerait pouvoir connaître les chiffres et les appréciations des chefs algériens. L'A.L.N. publiait bien des communiqués de guerre, mais ceux-ci sacrifiaient le plus souvent aux usages de la propagande. Concernant la période du 14 avril au 1er mai, il semble qu'il n'y ait pas eu de publication : le communiqué de fin mai parle seulement des pertes infligées à l'ennemi dans la zone de Souk-Ahras, soit « 473 morts du 1er au 26 mai ». Faute de chiffres pour le mois antérieur on en est réduit aux déclarations de Krim Belqacem et Cherif Mahmoud au journal du F.L.N., *El Moudjahid*, du 5 mai 1958 : « Au cours des derniers mois des unités de plus en plus massives de l'A.L.N. atteignant jusqu'à 1 000 combattants livrent des combats durs qui se prolongent parfois de 3 à 7 jours ». Mais ils ne fournissent aucune précision sur l'issue des combats, se bornant à dire que les réseaux électrifiés ne créent pas de difficultés sérieuses pour l'A.L.N., « une armée qui dispose désormais de plusieurs centaines de bataillons tous parfaitement entraînés et encadrés ». Le seul rapport important que l'on puisse utiliser est celui du colonel Ouamrane, responsable de l'armement au C.C.E. (Comité de coordination et d'exécution), en date du 8 juillet 1958. Or celui-ci écrit « L'A.L.N. subit actuellement de lourdes pertes : près de 6 000 moudjahidin tombés en deux mois dans la seule zone de Duvivier » (c'est-à-dire au Nord de Souk-Ahras). On ne peut manquer d'être frappé par la concordance de ce bilan avec celui donné par l'État-major français, mais s'il s'agit vraiment de deux mois, le chiffre de 6 000 est manifestement exagéré 12.

Pour le général Salan, qui avait demandé le 6 septembre 1957 d'envahir la Tunisie, cette victoire dans la bataille du barrage n'était pas décisive. Il l'écrivit au général de Gaulle le 13 juin 1958: la seule solution c'était « l'élimination du F.L.N. de Tunisie ». De Gaulle ayant refusé et signé avec le gouvernement tunisien le 17 juin un accord sur le rapatriement des forces françaises de Tunisie, sauf à Bizerte, Salan lui fit connaître son scepticisme désapprouvateur. Publiquement, il se borna à célébrer le 24 juin son succès : « la réalisation de la fermeture hermétique de nos frontières » (d'Algérie). Puis, prenant acte de la passivité de l'A.L.N., pendant les mois suivants, il estima même, le 13 octobre 1958, que « le dispositif frontalier pourrait être allégé pour consacrer les effectifs ainsi récupérés à des missions offensives ». Telle fut aussi l'opinion de son successeur le général Challe.

La mise en œuvre du « plan Challe » entraîna le retrait de la frontière des unités de Réserves générales. Il fallut faire appel à la technique pour renforcer la valeur d'arrêt des barrages.

C'est alors que les barrages existants furent prolongés, parfois doublés, et que, dans un but de détection plus immédiate, les projecteurs électriques, les radars, les mines bondissantes furent multipliés.

Pour dépasser par le sud l'avance des nouveaux chantiers de construction, l'A.L.N. du Maroc avait réservé ses franchissements à la zone comprise entre Mecheria et Duvivier : 589 hommes réussirent à passer de juillet à décembre

11. Général H. Jacûuin, *La guerre secrète en Algérie*, 1977, p. 195.

12. Ce rapport a été publié in extenso dans *Les Archives de la Révolution algérienne* de Mohammed Harbi, éd. Jeune Afrique, 1981, p. 189-194.

1958 13. Cependant les tentatives de franchissements des barrages Ouest et Est avaient diminué dans le deuxième semestre 1958 ; le pourcentage avait doublé et seuls de petits groupes parvenaient à passer. Le bilan militaire des barrages était jugé très positif par les Français. En 14 mois, de décembre 1957 à janvier 1959, 8 500 djounoud avaient franchi le barrage de l'Est dans les deux sens, mais 30 % auraient été mis hors de combat (exactement 2 416 tués et 305 prisonniers en 1958 et, sur le barrage de la frontière franco-marocaine, 147 tués et 64 prisonniers)¹⁴.

Bien que ce barrage marocain fût plus faible, les franchissements tentés par une A.L.N. peu nombreuse furent assez rares. Cependant en avril-mai 1959, l'A.L.N. du Maroc parvint à faire pénétrer dans les Hautes plaines des Ksour quelque 400 combattants dont les trois quarts échappèrent à leurs poursuivants¹⁵. Le commandement français qui s'attendait à une offensive en fin d'année gonfla sa propagande : 100 000 tracts avertirent « les djounoud de l'extérieur » que le barrage avait été renforcé et que des troupes plus nombreuses les y attendaient.

1959-1960 L'échec des tentatives de franchissement

L'échec des « opérations Zighout, Didouche et Amirouche (1959) »

Au cours de l'année 1959 pendant laquelle l'A.L.N. de Tunisie se en une petite armée régulière, le volume des recrues expédiées par convois en Tunisie remonta avec des chiffres moyens de 200 à 300 par mois. Dans le sens Tunisie-Algérie les chiffres furent très inférieurs malgré une série d'opérations offensives assez spectaculaires dans le deuxième semestre 1959.

Déclenchée dans la nuit du 26 au 27 août 1959, l'opération « Zighout » réussit à ouvrir diverses brèches dans le barrage avant nord sur la frontière tunisienne grâce à l'action d'une nombreuse artillerie. Ces résultats justifèrent l'opération « Didouche » entreprise pour soulager la wilaya 3. Entre le 11 et le 16 octobre, quatre bataillons furent engagés en totalité lors de trois nuits d'efforts dans les secteurs de Lacroix, Lamy et Le Kouif. Selon le commandement français, une centaine d'hommes furent introduits entre les deux barrages avant et arrière, mais ils durent finalement évacuer l'inter-barrage vers la Tunisie. Cependant, un convoi d'une cinquantaine de djounoud réussit à pénétrer en territoire algérien en contournant le barrage au Sud de Négrine. Le commandement algérien qui disposait de 12 000 combattants en Tunisie jugea qu'il pouvait passer au stade du franchissement en engageant 5 000 à 6 000 hommes pour pouvoir en faire passer en Algérie environ 1 300 à 1 400.

Telle fut l'opération « Amirouche » qui se déroula du 26 novembre au 14 décembre 1959, mais en 4 jours seulement d'efforts. Selon le général

13. S.H.A.T., 1H4095.

14. Archives S. H. A. T., 1H1989. Le nombre de passages remonta en février 1959 à 320 puis redescendit d'avril à novembre et revint à 320 en décembre. Mais le chiffre des tentatives réussies sur les barrages de la frontière franco-tunisienne ne dépassa pas la vingtaine en 1959 et sur le barrage de l'Ouest resta de l'ordre de 10 sur 106 tentatives.

Challe 16, le barrage aurait été attaqué sur un front de 150 km par 800 hommes sélectionnés parmi 3 000 soldats. Il note que seuls 300 franchirent le barrage avant et 30 le second 17 et parle d'une expérience coûteuse. D'autres officiers français y virent une simple opération de propagande à usage intérieur et extérieur. Le message de félicitations adressé dès le 30 novembre par Krim Belqacem aux djounoud pour « les lourdes pertes infligées à l'armée : 600 soldats ennemis mis hors de combat, 64 chars détruits » n'était peut-être qu'une réponse aux offres de pourparlers de De Gaulle ou une manœuvre à situer aussi dans le contexte de crise entre Krim et les colonels. Le commandant Idir, responsable des opérations, crut devoir renchérir et affirmer après l'échec des tentatives des 4, 5 et 13 décembre : « les Français incapables de stopper l'A.L.N. ont employé des gaz asphyxiants à trois reprises. Mais grâce à la perspicacité des combattants et à la valeur des cadres les gaz n'ont produit aucun effet meurtrier¹⁸ ». Ces rodomontades et ces accusations ne parvinrent pas à convaincre les colonels, ni le C.N.R.A. 19 qui obtinrent la création d'un État-major général dirigé par le colonel Boumediène.

Le plan Boumediène

En 1960, selon un plan préparé par celui-ci, l'A.L.N. fut reprise en main, des officiers furent mutés et des déserteurs condamnés. Pour appuyer le franchissement des convois de transitaires, une dizaine de groupes de combat de 350 à 400 hommes furent mis en place sur la frontière nord-tunisienne. Encore fallait-il déverrouiller les barrages. Pour y parvenir l'A.L.N. déclencha plusieurs opérations selon une tactique qui avait déjà été utilisée dès le premier semestre 1959 lorsque dans la plaine de Bône le barrage ne qu'une haie électrique.

Les barrages avant et arrière devaient être franchis par surprise sans ouverture de feu préalable en évitant au maximum de donner l'alerte et en utilisant de préférence des tranchées creusées sous les haies électrifiées. Cela supposait pour franchir les champs de mines de nombreux guides et confirmés, des techniciens des clôtures électriques équipés de fils de dérivation du courant et ne concernait que des effectifs réduits de 50 à 70 hommes. Cette méthode permit en effet le passage réussi de quelques groupes, ceux de Ben Cherif (dix-sept sur une centaine d'hommes), les 2 et 3 avril, puis ceux du convoi Djellali Athmane le 20 avril : soixante-dix hommes se dispersèrent dans les Nememcha.

Cependant prédominèrent des périodes de harcèlements et de sabotages. La première entre le 13 et le 31 mars fut un échec du point de vue des

16. Maurice Challe, *Notre révolte*, Presses de la Cité, 1968, p. 42.

17. Le bilan, établi par le Corps d'armée de Constantine, détaille : « sur 280 H.L.L. ayant franchi le barrage avant, 140 ont été tués ou capturés, 90 à 100 ont reflué, 1H1426. En Tunisie, 10 ont réussi à pénétrer en Algérie, 30 à 14 se sont implantés entre les 2 barrages » (1H1426).

18. En décembre 1959, le commandant Idir Mouloud, directeur du cabinet de Krim, l'informa que « le franchissement des barrages était actuellement impossible par suite de renforcement du dispositif français ». Il fut destitué peu après.

19. Fin janvier 1960, la wilaya I crut devoir envoyer au G.P.R.A. « un bilan exact » (sic) de l'opération Amirouche : « 64 véhicules blindés de l'armée colonialiste ont été détruits aux bazookas et aux canons, 600 soldats ennemis mis hors de combat ». Pour les deux mois de

décembre 1959 et janvier 1960 « 1 074 soldats ennemis ont été tués, 37 soldats algériens ont rejoint nos rangs ».

356 REVUE D'HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE

franchissements : malgré 67 harcèlements seuls quelques hommes réussirent à passer au Sud de Bekkaria. Il semble que, dans la deuxième quinzaine d'avril, l'entourage de Boumediène ait parlé de franchissement en force pour plusieurs convois d'une centaine d'hommes. Les Français jouèrent alors (semble-t-il), d'une opération d'intoxication : ils firent prévenir Bourguiba qu'ils s'apprêtaient à attaquer les camps de l'A.L.N. en Tunisie. Boumediène alerté aurait mis ses troupes sur la défense. Ainsi pourrait se justifier l'accalmie inexplicable²⁰ qui précéda deux périodes d'actions : du 26 au 29 mai, pendant les élections cantonales, il y eut peut-être une tentative de blocage par les tirs d'artillerie massifs effectués par les Français sur les installations de l'A.L.N. (52 moudjahidin furent tués) ; du 15 au 31 juillet l'effort fut plus soutenu (262 harcèlements, 62 sabotages, 9 tentatives de dans la partie Nord du barrage : tous les bataillons furent engagés par roulement. Selon les sources françaises ils perdirent au moins une centaine d'hommes, voire 300 si l'on y comprend les pertes dues aux tirs d'artillerie sur les bases de départ et les itinéraires de repli²¹. L'opération, qui n'était peut-être qu'une répétition générale ou une rentrée en scène de l'A.L.N. à l'issue des entretiens de Melun, fut utilisée par les Français pour souligner la dérisoire efficacité des forces de l'extérieur : une quarantaine d'hommes seulement seraient parvenus en Algérie. Toutefois, le rapport de décembre 1960 du chef du corps d'armée de Constantine précisait : « moins de 200 hors-la-loi ont franchi le barrage oriental arrière, 640 les barrages avant et Sud ».

Sur la frontière marocaine le barrage renforcé en 1959 était jugé au début de l'année suivante presque infranchissable par le chef de la zone 7 de la wilaya IV. Pourtant en février 1960, une opération relativement importante entre Ain Sefra et Figuig fut menée par trois bataillons légers qui visaient à gagner les Ksour et le Djebel Aïssa (au Nord Est d'Ain Sefra). Selon le commandement français, un de ces bataillons fut détruit abandonnant une centaine d'armes. Ces djounoud harcelèrent à nouveau les postes français à partir du 9 avril. Sur quelque 600 hommes mis en action, une vingtaine seulement auraient réussi le franchissement mais durent repartir. Le 6 mai un bataillon fut accroché sur le Djebel Mzi et perdit 50 % de son effectif, tandis qu'au cours du mois plusieurs groupes furent détruits dans la région des Ksour. Enfin, au début de novembre 1960, douze commandos de 25 à 30 hommes tentèrent de passer simultanément. Quatre franchirent le barrage avant, mais furent détruits sur le barrage arrière (33 tués et 36 prisonniers). Dès lors l'activité des convois fut limitée : seuls de tout petits groupes d'une dizaine d'hommes tentèrent de passer jusqu'en avril 1961, tandis que algérienne renforcée augmentait ses tirs sur la herse adverse. Au total le plan Boumediène fut un échec.

Au cours de l'année 1961, le commandement français n'eut à faire face qu'à une série de petites opérations de harcèlement contre les postes des

20. De manière tout aussi inexplicable l'A.L.N. annonça que, du 11' au 25 avril, 43 accrochages, 29 harcèlements, 10 embuscades dans la zone frontière de l'Est auraient provoqué 221 tués et 188 blessés dans les troupes françaises et 62 tués et 5 blessés dans celles de l'A.L.N. Celle-ci aurait détruit 21 chars, 30 véhicules militaires et abattu quatre avions.

21. Philippe Tripier donne le chiffre de 650 tués et blessés et assure qu'il n'y eut aucun franchissement du barrage, op. cit. p. 429.

barrages et les forces de surveillance. Quelques-unes pouvaient avoir une certaine importance, mais la plupart des attaques et tirs d'artillerie visaient à saboter les lignes électrifiées, à mesurer les réactions et les manœuvres des unités de surveillance ou d'intervention. L'utilisation plus massive de bengalols, de mortiers, de canons de 81 et de 75 sans recul provoquait des destructions provisoires, plus rarement elle annonçait des tentatives de franchissement contre des barrages régulièrement renforcés et réparés.

Peut-être, à en croire le général Gambiez, l'A.L.N. essayait-elle d'attirer sur les barrages le maximum de troupes françaises « pour les détourner de leur effort de destruction à l'intérieur ». Dans sa Directive du 23 mars 1961, il ordonnait donc de « couvrir les frontières de la façon la plus économique possible ».

Les pseudo-tentatives de franchissement continuaient cependant, toujours sans coordination entre l'Est et l'Ouest. En mars 1961, l'État-major français estimait que depuis août 1960, 80 tentatives avaient été combattues dont 30 seulement avaient abouti à de très faibles résultats : 160 armes de guerre seulement auraient été introduites à travers le barrage de l'Est. Du côté du Maroc on avait enregistré 25 tentatives menées par des commandos de 25 hommes dont 10 réussites qui apportèrent 120 armes de guerre.

Vu le petit nombre de ceux qui tentaient désormais après 1959 de franchir les barrages²², le volume des pertes était faible. D'août 1960 à mars 1961 il ne dépassait pas en moyenne 30 à 40 par mois²³ puis tomba à 20-25 de mars 1961 à mars 1962.

Bilan de la « garde aux barrages »

Les services français qui tâchaient de mesurer le nombre des morts liés aux combats et accrochages autour des barrages ont fourni des chiffres récapitulatifs précis qui ne correspondent pas toujours aux totaux de bilans hebdomadaires et mensuels. Officiellement « les pertes rebelles aux barrages » avaient été du 1er mai 1960 au 31 décembre 1960 de 465 tués, 34 blessés et 176 prisonniers. Ainsi, en 19 mois de 1960-1961, l'armée algérienne de aurait perdu 1 122 tués, 112 blessés et 446 prisonniers. Il n'est pas possible de trouver dans les archives des rapports annuels rigoureusement comparables. Certains donnent des totaux différents : ainsi pour l'année 1958, il y aurait eu 2 563 tués et 369 prisonniers soit 2 932 mis hors de combat, mais il est aussi question de 3 550 hommes « mis hors de combat ». Au total, de 1957 à 1962, on peut estimer le nombre des algériens tués dans la zone des barrages à environ 6 000, ce qui ne représente que 4 % du total des moujahidin morts pendant la guerre.

Pour les militaires français, toutefois, l'efficacité des barrages ne se mesurait pas par priorité aux pertes humaines de l'adversaire. Les barrages

22. Pour 1959, sur 900 à 1 000 soldats qui tentèrent de passer de Tunisie en Algérie, 570 furent mis « hors de combat ».

23. Pendant le premier semestre 1961 on compta sur le barrage de l'Est 24 franchissements réussis et 93 tentatives déjouées, 100 hommes pénétrèrent en Algérie, 72 en Tunisie au prix de 177 tués et 67 prisonniers. Les Français eurent 32 tués et 175 blessés (IH2935).

avaient été édifiés en 1957 essentiellement pour éviter l'entrée d'armes. Un peu plus tard, le commandement s'inquiétait essentiellement de l'effet de l'arrivée de renforts bien armés et porteurs de munitions : « elle pourrait annuler un an d'efforts de pacification » écrivait le général Dulac.

L'étanchéité absolue des barrages se révélant impossible à obtenir, il fallait avant tout réduire les infiltrations d'armes modernes et de munitions. Les résultats chiffrés semblent prouver que les barrages y réussirent. De décembre 1957 à février 1958, 2 700 armes étaient entrées en Algérie venant de Tunisie. Pendant le 1^{er} semestre 1958, 4 500 armes auraient encore pénétré en provenance de Tunisie et du Maroc. Puis leur nombre ne cessa dès lors de décroître, en 1959 le chiffre total n'aurait été selon l'E.M.I. français que de 1 380, dont 930 en provenance de Tunisie et 450 du Maroc : en 1960, 150 armes seulement seraient venues de Tunisie et 90 du Maroc. Bien entendu ces chiffres ne sont sans doute que des évaluations, mais l'allure des courbes descendantes paraît fiable²⁴. La plupart des wilaya qui d'armes et de munitions depuis juin 1958 n'en reçurent d'ailleurs pratiquement plus de l'extérieur depuis le printemps 1959. Elles furent contraintes d'emballer et de cacher leurs armes collectives aussi longtemps que celles-ci ne pourraient être utilisées faute de ces munitions vainement réclamées.

Les militaires français en avaient tiré très tôt la conclusion que « le F.L.N. s'organisait correctement en Tunisie et au Maroc ». Mais, disait le général Challe au général Ely le 12 janvier 1959, « on ne sent pas dans ses entreprises sur les barrages la volonté farouche de les franchir pour aider les combattants de l'intérieur »²⁵. Tel était aussi le sentiment des chefs de wilaya qui ne cachaient pas leur irritation, voire leur colère, d'être abandonnés.

Au début de 1961, l'État-major de l'A.L.N. tint à expliquer longuement aux chefs des wilaya le rôle des barrages français dans les difficultés qu'il avait rencontrées pour « alimenter les combattants de l'intérieur en hommes et en matériel ». Il affirmait cependant que les barrages électrifiés et les champs de mines étaient des obstacles moins difficiles que « les postes fortifiés disposés de 2 à 3 km les uns des autres et renforcés par d'autres postes disposés en quinconce ». Mais les principales difficultés résidaient dans les forces d'intervention rapide, blindés et aviation, « sans parler d'une artillerie contre laquelle nous n'avons pas les mêmes armes à longue portée ».

L'état-major de l'A.L.N. insistait certes sur les progrès de son artillerie contre le barrage Ouest et les succès de certains franchissements. Il soulignait les sacrifices des djounoud qui s'efforçaient de maintenir « une présence entre les lignes Challe et Morice pour assurer un point en direction de l'intérieur ». Il n'en reconnaissait pas moins que les milliers d'hommes des nouveaux bataillons campés le long de la frontière algéro-tunisienne avaient eu pour but essentiel de constituer un front animé qui « clouait les troupes françaises

24. Elles correspondent naturellement aux courbes tracées pour les munitions. A titre d'exemple le volume des entrées d'armes aurait été de 400 armes et 100 000 cartouches en février 1959, et de 50 armes et 10 000 cartouches en août et septembre. Au total 600 000 cartouches et 1 550 grenades dans l'année 1959 (S.H.A.T. 9Q547).

25. S.H.A.T. 1R313.

aux lignes fortifiées » et de soulager ainsi la pression sur l'intérieur. Ces justifications cachaient mal l'aveu que l'État-major général de l'A.L.N. avait dû renoncer aux opérations de franchissement. Apparemment, l'État-major de Boumediène ne comprit pas ce que les officiers français expliquaient régulièrement dans plusieurs de leurs rapports : « Si les tentatives de ne sont pas simultanées nous avons les moyens de les stopper » 26. Sur le plan du renseignement, il était de plus en plus facile au commandement français de connaître les intentions de l'adversaire car, à chaque tentative de franchissement, l'armée faisait des prisonniers informés. La compétence des officiers de l'A.L.N. de Tunisie, y compris de ceux qui avaient été formés dans l'armée française, n'était pas à la mesure du courage de leurs soldats. Mais quel militaire algérien aurait pu accepter le jugement trop réaliste de M'Hammed Yazid pour qui « les forces armées extérieures ne constituaient qu'une puissance de marchandage » utilisable au moment des négociations ? Les populations musulmanes des frontières croyaient, elles, avec foi, à un succès possible de l'A.L.N. dès qu'elle aurait franchi les barrages.

Du côté français, l'inaction relative d'une armée nombreuse et bien équipée vouant 80 000 hommes à la garde du barrage oriental, face à une armée algérienne aux cadres improvisés ne manquait pas de surprendre certains généraux. Certes depuis l'affaire de Sakhiet et l'indépendance de la Tunisie, il était posé en principe international par l'O.N.U. que l'armée française ne puisse intervenir contre les camps tunisiens de l'A.L.N. 27. Mais les militaires français immobilisés le long du barrage s'étonnaient parfois d'être cloués au sol par un interdit diplomatique alors que les Algériens doublaient librement leurs forces en Tunisie (de 9 350 hommes en décembre 1959 à 17 500 en décembre 1960 et 21 000 en décembre 1961). Quant aux Européens de l'Est constantinois, ils s'intéressaient surtout au droit de suite et aux rebondissements, souhaitables disaient-ils, d'incidents graves sur la frontière. La guerre des frontières ne devait pas être une simple « garde aux barrages » ce qu'elle fut il est vrai assez largement après 1959.

Charles-Robert Ageron, Université de Paris-XII.

26. Dans un ouvrage qu'il vient de publier à Alger en novembre 1997 sur « La crise de 1962 » Benyoucef Ben Khedda accuse les chefs de l'État-major général de n'avoir jamais mis en œuvre une « stratégie mobilisant dans une même action l'A.L.N. de l'extérieur et celle des wilayas frontalières ». Les trois responsables du Comité interministériel de guerre (CI. G.) n'envisagèrent même pas un plan d'ensemble « associant les capacités politiques et médiatiques du G.P.R.A. à une offensive de l'A.L.N. ». « C'étaient des incompetents incapables d'élaborer un plan ou un projet militaire quelconque » (p. 82- 83).

27. A partir de 1958, une curieuse statistique française fut établie du « nombre des activités diverses de l'A.L.N. » en « zones comprises entre frontières et barrages arrières inclus ». Les chiffres obtenus progressaient régulièrement de manière inexplicable : 1 890 en 1958, 2 243 en 1959, 2 824 en 1960, 3 634 en 1961 (Memento du 2e Bureau 1H1598). La multiplication des « actions par mines » et des harcèlements d'artillerie pourrait rendre compte de ces chiffres justificatifs.